

Yvelines. Les agriculteurs annoncent un blocage des dépôts de carburant en fin de semaine

« Faites le plein de **carburant** avant dimanche », tel est le conseil que la **FDSEA (Yvelines)** et les **Jeunes Agriculteurs** donnent aux automobilistes.

Par le biais d'un communiqué, ils font savoir qu'à compter de ce dimanche 10 juin, ils **bloqueront les raffineries et les dépôts de carburant**, pour une durée indéterminée. Le mouvement sera national et la région parisienne ne sera pas épargnée.

*Une action qui intervient : « A cause des incohérences du gouvernement, qui d'un côté fait voter une loi pour une alimentation durable et de l'autre signe des accords de libre échanges (CETA, MERCOSUR) pour importer des produits alimentaires. Paris sans carburant sera le symbole de la vision « macroniste » d'une **agriculture** sans paysan. En visant les raffineries, c'est **le gouvernement** que nous visons : lieux stratégiques pour l'Etat, elles symbolisent les distorsions de concurrence dont nous sommes victimes.*

Il est nécessaire de mettre fin aux importations qui ne respectent pas nos standards de production et conduisent à des distorsions de **concurrence** intolérables pour les agriculteurs français. Vouloir une agriculture française durable sans revenu pour ses **paysans** est totalement incohérent. Sans le soutien de ses concitoyens, l'agriculture française va disparaître... »

Source : [Actu78 \(6 juin\)](#)

CETA e MERCOSSOR sont des accords de libre échanges négociés par un commissaire européen qui ne défend pas les intérêts de la France. Il est donc tout à fait logique que des pans entiers de notre économie soient totalement sacrifiés. Faciliter les importations de produits agricoles est peut être très bien pour la Finlande mais désastreux pour la France. Une fois ces accords conclus, ils sont certes ratifiés par les parlements nationaux mais seul le parlement Wallon s'y est opposé un moment avant de céder à la pression.

L'Union européenne nous impose une politique de libre-échange mondialisé qui place les agriculteurs français dans une concurrence insupportable avec les agriculteurs de pays dont les charges et les normes sont très basses. Nos éleveurs, par exemple, sont menacés par les accords avec le Canada et le Mercosur : le bœuf canadien coûte moitié moins que le bœuf français, le bœuf argentin 4 fois moins ! Cette situation contraint les agriculteurs à une course folle à la productivité, au détriment de leur santé et de l'environnement. Et elle les soumet à l'avidité des multinationales, qui exercent un lobbying intense à Bruxelles.

À cause de notre appartenance à l'Union européenne, c'est désormais l'existence même de l'agriculture française qui est en jeu.

Il faut en effet savoir que :

Les traités européens interdisent

- les aides nationales aux secteurs en difficulté
- l'établissement de taxes douanières nationales et de quotas à l'importation
- toute mesure de protection de la production et des terres agricoles

La Commission européenne, non élue, décide

- du montant des subventions et des secteurs subventionnés

- des négociations des accords de libre- échange (Mercosur, CETA, TAFTA, etc.)
- des normes environnementales, sociales et sanitaires à respecter

Les subventions « européennes » sont en fait intégralement payées par les Français

La France verse en effet chaque année à l'UE 9 milliards de plus qu'elle n'en reçoit.

Sans l'UE, nous pourrions enfin consacrer plus d'argent aux agriculteurs !

En raison de son appartenance à l'Union européenne, il est devenu absolument impossible à la France de conduire une politique agricole qui soit dans l'intérêt des producteurs comme des consommateurs.

L'UPR propose donc de sortir de l'Union européenne par l'article 50 du TUE, afin de pouvoir

- remplacer la PAC par la PAN (politique agricole nationale) : ce sont les Français qui décideront du montant des subventions et du périmètre de leur allocation
- instaurer des taxes et des quotas à l'importation, et exiger la réciprocité des normes
- garantir un revenu digne et stable aux agriculteurs, en réglementant les marges et en assurant un prix minimal de vente
- orienter le marché vers les productions locales et favoriser les circuits courts
- subventionner l'agriculture familiale et aider les jeunes exploitants à s'installer
- encourager activement l'amélioration de la qualité des aliments, la préservation des sols et des terroirs et le respect accru de l'environnement

